

d'en acquérir. Mais, ajouta-t-il, ayant conclu un accord de ce genre, il nous fallait fatalement acquérir ces armes. Je lui ai posé ensuite une autre question, et je lui ai rappelé qu'il faudrait conclure une autre entente avant d'avoir à notre disposition les armes nucléaires; cela ne nous permettrait-il pas de nous désengager? Le premier ministre répliqua que tel était en effet le cas. Le gouvernement précédent avait mis quatre ans à décider si oui ou non il était en faveur d'une entente de ce genre. Entre-temps nous avions dépensé un milliard pour cet armement. On pourra relire cet échange de vues à la page 826 du *hansard*, en date du 7 juin dernier.

Le premier ministre lui-même a dit que la politique du Canada, en ce qui concerne l'acquisition des armes nucléaires, est une mauvaise politique. Il a également admis que nous avions ici l'occasion de nous désengager, puisqu'il fallait une autre entente pour rendre la première entente efficace. Il a dit ensuite que la seule raison qui le poussait à s'en tenir à cette politique c'est que nous avions déjà dépensé un milliard de dollars pour l'équipement nucléaire. C'est la seule raison pour laquelle nous poursuivons la politique que nous avons entamée. Comme ce doit être encourageant pour les citoyens canadiens de s'entendre dire que nous poursuivons notre marche dans la mauvaise voie où nous nous sommes engagés il y a quatre ans et cela, en dépit du fait qu'il y aurait une issue, surtout parce qu'il s'agit ici d'une affaire d'un milliard de dollars. J'ajoute immédiatement que ce chiffre est extrêmement exagéré. C'est absurde. Cependant c'est là le motif que l'on invoque pour justifier notre politique. Nous n'avons pas, de fait, une politique précise en matière de défense. Nous n'avons qu'une excuse, l'excuse que nous avons payé un milliard de dollars pour l'acquisition d'un certain matériel de guerre.

On pensera peut-être que je suis un peu dur dans mes critiques à l'endroit du gouvernement. Peut-être que certains de nos honorables vis-à-vis prendront-ils ombrage en s'entendant accuser d'appuyer un gouvernement qui ne prétend même pas donner à notre pays une politique cohérente de défense. Voyons un peu ce qu'a dit et a fait l'actuel ministre de la Défense nationale (M. Hellyer), et faisons ainsi le point. Je me rappelle avoir dit à la Chambre qu'au sein du comité de la défense nous n'obtiendrions aucun renseignement; aujourd'hui, je tiens à corriger cette déclaration. Il est vrai que le comité n'a pas obtenu de renseignements sur la conjoncture de défense, mais il a obtenu quelques révélations intéressantes sur ce qui s'est passé en 1956. Je suis convaincu que ceux d'entre nous qui sont des anciens dans

cette assemblée, n'auront pas oublié l'indignation extrême manifestée par le député de Trinity (M. Hellyer) chaque fois qu'il était question du Arrow.

Ils se souviendront de ses fulgurantes interventions pour condamner les terribles conservateurs d'avoir abandonné cette merveilleuse machine qu'était l'Arrow. Et tout ce temps-là, s'il était capable de rougir de honte, il a dû se sentir humilié chaque soir en songeant qu'il avait été le ministre associé de la Défense au sein du gouvernement qui avait déjà pris la décision d'abandonner l'Arrow. La décision politique n'avait pas encore été prise, mais la décision fondée sur nos besoins de défense l'avait été alors qu'il était encore membre du gouvernement. Toutefois, lui et ses collègues devaient faire face à des élections. C'est ce que nous savons aujourd'hui du gouvernement dont il faisait partie. Ce qui compte, ce n'est pas de savoir si la défense du Canada est solide. C'est plutôt l'histoire, vraie ou fausse, qu'ils peuvent faire croire à la population. En 1956, les aspects politiques de la défense du Canada étaient beaucoup plus importants que la défense du pays.

En 1963, l'acquisition des armes nucléaires n'a rien à voir à la défense du Canada. Tout le monde le sait bien. Toutefois, la méthode suivie par le gouvernement d'aujourd'hui pour faire accepter les armes nucléaires en invoquant un engagement suffit pour inciter les plus naïfs à se poser bien des questions. Ce que la population canadienne obtient du gouvernement actuel, c'est de la politique et non de la défense.

Il y a eu beaucoup de confusion au sujet de la nature de ces engagements. Nous sommes en partie responsables de cette confusion. Nous avons affirmé qu'il n'y avait pas d'engagements tandis que nos amis d'en face affirmaient le contraire. Nous aurions peut-être dû leur demander de définir ce qu'ils entendaient par «engagements». Tout le monde sait ce que signifie consentir à conclure un accord. Je puis consentir à acheter une maison. Je puis dire que j'achèterai certainement une maison si nous pouvons nous entendre sur le prix. En ce sens, je me suis engagé à acheter une maison. Le Canada avait consenti à accepter les armes nucléaires si nous pouvions nous entendre sur une méthode de maîtrise qui n'entraînerait aucune perte de notre souveraineté. Pendant quatre ans, nous avons essayé en vain de conclure une telle entente. Enfin, nous avons dit que s'il n'y avait pas moyen de s'entendre de cette façon, il fallait en rechercher une autre. Aujourd'hui, affirme le premier ministre, nous suivons une politique de défense à laquelle l'ancien gouvernement nous avait engagés en 1959, et nous suivons cette politique